

## Avis technique

# Intervention du commissaire aux comptes relative à la distribution d'acomptes dans les placements collectifs

## Sommaire

1.	Introduction .....	2
2.	Textes légaux et réglementaires applicables.....	3
2.1	Code de commerce.....	3
2.2	Règlement général de l'AMF.....	3
2.3	Définition des sommes distribuables et du revenu net.....	3
3.	Intervention du commissaire aux comptes.....	4
3.1	Objectifs de l'intervention .....	4
3.2	Document requis de l'entité .....	4
3.3	Travaux du commissaire aux comptes .....	5
3.3.1	Nature des contrôles .....	5
3.3.2	Etendue des travaux .....	6
3.4	Déclarations de la direction .....	6
4.	Rapport du commissaire aux comptes .....	6
5.	Annexes .....	9
5.1	Exemple de rapport du commissaire aux comptes établi à l'occasion de la distribution envisagée d'acomptes .....	9
5.2	Tableau récapitulatif des textes applicables aux placements collectifs en matière de distribution d'acomptes.....	11
5.3	Articles.....	13
5.3.1	Article du code de commerce.....	13
5.3.2	Articles du CMF.....	13
5.3.3	Articles du RGAMF.....	15

## 1. Introduction

Le périmètre du présent avis technique correspond à la liste des placements collectifs figurant à l'annexe 5.2. Il ne traite pas des opérations de distribution d'acomptes réalisées dans les organismes de titrisation et les placements collectifs à caractère immobilier, tels que les organismes de placement collectif immobilier (OPCI professionnels et non professionnels), les sociétés civiles de placement immobilier (SCPI), les sociétés d'épargne forestière (SEF) et les groupements forestiers d'investissement (GFI).

Les placements collectifs constitués sous la forme d'une société commerciale appliquent les dispositions prévues par l'article L. 232-12 du code de commerce relatives à la distribution d'acomptes sur dividendes.

Les placements collectifs constitués sous la forme d'une copropriété, c'est-à-dire sans personnalité morale, appliquent :

- les dispositions de l'article L. 214-17-2 du code monétaire et financier (CMF) qui définit, pour les OPCVM<sup>1</sup>, les sommes distribuables d'un placement collectif ;
- les articles du règlement général de l'Autorité des marchés financiers (RGAMF) qui régissent les distributions d'acomptes pour chacune des catégories de placement collectif (cf. Annexe 5.2).

Par ailleurs, l'intervention du commissaire aux comptes est prévue par le RGAMF quelle que soit la forme du placement collectif concerné par la distribution d'acomptes. Toutefois, cette intervention n'est pas requise lorsque le placement collectif, agréé au titre du règlement (UE) n° 2017/1131 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 sur les fonds monétaires, distribue ses plus et moins-values nettes latentes sous forme d'acomptes (cf. paragraphe 2.3).

Cet avis technique a pour objectif de préciser les modalités pratiques de l'intervention du commissaire aux comptes lors de la mise en distribution d'acomptes et de proposer un exemple de rapport. Il remplace l'avis technique daté de juin 2016 pour tenir compte notamment de l'article 77 de la loi n°2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises qui substitue notamment le terme « revenu » au terme « résultat » dans la définition des sommes distribuables.

Enfin, le commissaire aux comptes peut utilement se référer, dans le cadre des distributions d'acomptes, à la Note d'Information XII<sup>2</sup> - *Le commissaire aux comptes et les opérations relatives aux dividendes*, publiée en décembre 2012.

---

<sup>1</sup> L'annexe 5.2 mentionne les articles du CMF définissant les sommes distribuables pour les autres placements collectifs.

<sup>2</sup> [XII. Le commissaire aux comptes et les opérations relatives aux dividendes \(oct 2012\) | Documentation | CNCC](#)

## 2. Textes légaux et réglementaires applicables

### 2.1 Code de commerce

Pour les placements collectifs constitués sous la forme d'une société commerciale, la possibilité de distribuer des acomptes sur dividendes est inscrite à l'article L. 232-12 du code de commerce, lequel précise :

*« Après approbation des comptes annuels et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'assemblée générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividendes.*

*Toutefois, lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice défini au présent alinéa. Ils sont répartis aux conditions et suivant les modalités fixées par décret en Conseil d'Etat.*

*Tout dividende distribué en violation des règles ci-dessus énoncées est un dividende fictif. »*

### 2.2 Règlement général de l'AMF

Différents articles du RGAMF applicables aux placements collectifs traitent de la distribution d'acomptes. Ceux-ci sont mentionnés à l'annexe 5.2 de l'avis technique. A titre d'exemple et pour les OPCVM, l'article 411-40 du RGAMF mentionne :

*« Le conseil d'administration ou le directoire de la SICAV ou la société de gestion [de portefeuille] du FCP peut décider la mise en distribution d'un ou plusieurs acomptes sur la base de situations attestées par le commissaire aux comptes. [...] ».*

Selon que le placement collectif est de forme sociétale ou non sociétale, la possibilité de distribution d'acomptes est mentionnée respectivement dans ses statuts ou dans son règlement.

### 2.3 Définition des sommes distribuables et du revenu net

Pour l'ensemble des placements collectifs entrant dans le champ du présent avis technique, l'acompte sur dividendes est prélevé sur les sommes distribuables définies dans les articles du CMF.

A titre d'exemple, l'article L. 214-17-2 du CMF applicable aux OPCVM mentionne :

*« I. - Les sommes distribuables par un OPCVM sont constituées par :*

*1° Le revenu net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus ;*

*2° Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.*

*Les sommes mentionnées aux 1° et 2° peuvent être distribuées, en tout ou partie, indépendamment l'une de l'autre.*

*La mise en paiement des sommes distribuables est effectuée dans un délai maximal de cinq mois suivant la clôture de l'exercice.*

*II. - Lorsque l'OPCVM est agréé au titre du règlement (UE) n° 2017/1131 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 sur les fonds monétaires :*

*1° Par dérogation aux dispositions du I, les sommes distribuables peuvent aussi intégrer les plus-values latentes ;*

*2° Par dérogation aux dispositions de l'article L. 232-12 du code de commerce, la certification préalable des comptes par le commissaire aux comptes n'est pas imposée pour pouvoir distribuer des acomptes avant l'approbation des comptes annuels. »*

### **3. Intervention du commissaire aux comptes**

#### **3.1 Objectifs de l'intervention**

Le RGAMF prévoit que la décision de mise en distribution d'un ou plusieurs acomptes est prise par l'organe compétent du placement collectif ou par sa société de gestion sur la base de situations attestées par le commissaire aux comptes.

Le texte ne précise pas la nature de l'attestation du commissaire aux comptes. La CNCC considère que, s'agissant de distribution d'acomptes, l'objectif de l'intervention du commissaire aux comptes peut être rapproché de celui de l'intervention d'un commissaire aux comptes lors d'une distribution d'acomptes sur dividendes dans une société commerciale.

Ainsi, l'objectif de l'intervention confiée au commissaire aux comptes est, en vue de permettre une distribution d'acomptes, de certifier que le bilan ou la situation établi(e) par l'entité fait apparaître des sommes distribuables au moins égales au montant des acomptes dont la distribution est envisagée.

Le commissaire aux comptes n'a pas à exprimer une opinion sur l'ensemble du bilan ou de la situation établi(e) pour les besoins de la distribution des acomptes, ce qui impliquerait la mise en œuvre d'un audit effectué conformément aux normes d'exercice professionnel.

#### **3.2 Document requis de l'entité**

Lorsque la distribution d'acomptes concerne un placement collectif constitué sous la forme d'une société commerciale, l'article L. 232-12 du code de commerce s'applique et le document requis est un bilan.

En revanche, lorsque la distribution d'acomptes concerne un placement collectif constitué sous la forme d'une copropriété, seul le RGAMF s'applique, lequel prévoit l'établissement d'une situation mais n'en précise ni la forme ni le contenu.

Dans ce cas, la société de gestion peut décider d'établir également un bilan. Cette solution présente l'avantage d'uniformiser les documents fournis quelle que soit la forme juridique de l'entité qui distribue.

Lorsqu'elle ne fait pas ce choix, le document fourni doit mentionner les informations nécessaires à la prise de décision de mise en distribution d'un ou plusieurs acomptes, soit, selon les cas, les informations relatives au revenu net et/ou aux plus-values nettes réalisées.

S'agissant du compte de résultat, la NI XII précise au paragraphe 2.2 que « *celui-ci aura été, dans la plupart des cas, établi par la société en même temps que le bilan. Dans l'hypothèse inverse, le commissaire aux comptes en demandera systématiquement, selon toute vraisemblance, l'établissement, un tel document paraissant indispensable pour l'exécution des contrôles qu'il doit accomplir.* »

### 3.3 Travaux du commissaire aux comptes

La connaissance générale de l'entité et de ses activités, que le commissaire aux comptes possède ou acquiert, lui permet notamment de comprendre le contexte économique dans lequel la distribution d'acomptes est envisagée.

Pour définir la nature et l'étendue de ses travaux, le commissaire aux comptes peut prendre en considération :

- sa connaissance du système d'information relatif à l'élaboration de l'information financière ;
- l'écart existant entre le montant des acomptes dont la distribution est envisagée et le montant des sommes distribuables. Les travaux peuvent être sensiblement allégés lorsque les sommes distribuables sont très supérieures au montant des acomptes envisagés, un écart faible ou inexistant impliquant, *a contrario*, des travaux approfondis ;
- l'opinion exprimée sur les comptes de l'exercice précédent, les facteurs de risques identifiés lors des derniers contrôles dont ceux réalisés relatifs aux précédentes distributions d'acomptes, ainsi que, le cas échéant, lors de travaux relatifs au contrôle de la composition de l'actif ;
- les entretiens avec la direction sur les éléments portant notamment sur les changements survenus depuis la période précédente susceptibles d'affecter la pertinence des informations recueillies.

#### 3.3.1 Nature des contrôles

Le commissaire aux comptes adapte ses contrôles à la nature de l'intervention et à son contexte.

Une attention particulière est apportée à :

- la conformité aux dispositions législatives et réglementaires des acomptes distribués, ainsi que leur conformité à la politique de distribution énoncée dans le prospectus<sup>3</sup> ;

---

<sup>3</sup> Il s'agit du prospectus visé à l'article 69 de la directive européenne 2009/65/CE qui définit son contenu comme suit : « *Le prospectus contient les renseignements qui sont nécessaires pour que les investisseurs puissent juger en pleine connaissance de cause l'investissement qui est leur est proposé, et notamment les risques inhérents à celui-ci. Il comporte une description claire et facile à comprendre du profil de risque du fonds, indépendamment des instruments dans lesquels il investit.* »

- la conformité des règles et méthodes comptables ayant prévalu à l'établissement du document avec celles énoncées dans le prospectus ;
- l'indépendance des périodes ;
- l'écart entre le montant des sommes distribuables et le montant de l'acompte envisagé.

### **3.3.2 Etendue des travaux**

Comme il a été indiqué au paragraphe 3.3.1, les contrôles sont adaptés, au cas par cas, de manière à satisfaire l'objectif de l'intervention, tel que rappelé au paragraphe 3.1.

En conséquence, la nature et l'étendue des travaux à accomplir peuvent varier sensiblement d'une intervention à l'autre.

A titre d'illustrations aux deux extrémités de l'étendue des travaux pouvant être menés :

- si l'écart entre le montant des sommes distribuables et le montant de l'acompte envisagé est important et que le risque lié au contrôle interne est jugé faible par le commissaire aux comptes, les travaux pourraient principalement consister en des procédures analytiques et des entretiens avec la direction ;
- si l'écart entre le montant des sommes distribuables et le montant de l'acompte envisagé est faible, voire inexistant, les travaux mis en œuvre par le commissaire aux comptes devraient consister en des procédures d'audit portant sur les postes concourant aux sommes distribuables.

## **3.4 Déclarations de la direction**

Au terme de ces travaux, le commissaire aux comptes peut estimer nécessaire de demander des déclarations écrites de la direction, par exemple sous la forme d'une lettre d'affirmation.

La lettre d'affirmation est émise à une date la plus rapprochée possible de la date de signature du rapport du commissaire aux comptes et ne peut être postérieure à cette dernière.

Lorsque le représentant légal refuse de fournir ou de confirmer une ou plusieurs des déclarations écrites demandées par le commissaire aux comptes, celui-ci s'enquiert auprès de lui des raisons de ce refus. En fonction des réponses formulées, le commissaire aux comptes tire les conséquences éventuelles sur l'expression de sa conclusion.

## **4. Rapport du commissaire aux comptes**

Le rapport du commissaire aux comptes sur la distribution d'acomptes réalisée dans les placements collectifs comporte les informations suivantes :

- a) un intitulé ;

- b) le destinataire du rapport ;
- c) un paragraphe d'introduction comportant :
  - le rappel de sa qualité de commissaire aux comptes ;
  - le rappel du texte légal et/ou réglementaire applicable ;
  - l'objet de son intervention ;
- d) un paragraphe indiquant :
  - l'organe habilité à décider la distribution ;
  - l'organe ayant établi le bilan ou la situation servant de base à la distribution et la mention que le bilan ou la situation est joint(e) au rapport ;
  - le montant de la distribution envisagée ;
  - l'objectif de l'intervention ;
- e) un paragraphe sur les travaux effectués et comportant :
  - une référence à la doctrine professionnelle de la CNCC relative à cette intervention ;
  - une mention indiquant les diligences effectuées ;
- f) une conclusion :
  - conclusion favorable :
    - certifiant que le montant des sommes distribuables au titre du revenu net et/ou des plus-values nettes réalisées est au moins égal à celui des acomptes dont la distribution est envisagée ;
    - [le cas échéant] une observation ne remettant pas en cause la conclusion ;
  - ou
  - conclusion défavorable pour désaccord :
    - avis que le montant des sommes distribuables au titre du revenu net et/ou des plus-values nettes réalisées n'est pas au moins égal à celui des acomptes dont la distribution est envisagée ;
  - ou
  - conclusion défavorable pour impossibilité de conclure en raison d'incertitudes :
    - impossibilité de certifier si les sommes distribuables au titre du revenu net et/ou des plus-values nettes réalisées sont au moins égales au montant des acomptes dont la distribution est envisagée ;
  - ou
  - conclusion défavorable pour impossibilité de conclure en raison de limitations :
    - impossibilité de certifier si les sommes distribuables au titre du revenu net et/ou des plus-values nettes réalisées sont au moins égales au montant des acomptes dont la distribution est envisagée ;
- g) la date du rapport ;

h) l'adresse et l'identification du(des) signataire(s) du rapport.

Un exemple de rapport est fourni en annexe 5.1.



## 5. Annexes

### 5.1 Exemple de rapport du commissaire aux comptes établi à l'occasion de la distribution envisagée d'acomptes

A... [organe habilité à décider la distribution d'acomptes]<sup>4</sup>

En notre qualité de commissaire aux comptes de... [nom du placement collectif] et en application des dispositions de(s) (l')article(s) ...<sup>5</sup>, nous avons établi le présent rapport relatif à la distribution d'acomptes envisagée pour un montant de ... euros (soit ... euros par parts ou actions) au titre du revenu net et/ou des plus-values nettes réalisées de ... euros (soit ... euros par parts ou actions), tel qu'il nous a été communiqué par la société de gestion.

Il vous appartient en votre qualité de... [organe habilité à décider la distribution d'acomptes]<sup>4</sup> de... [nom du placement collectif], de décider la distribution d'acomptes, ainsi que d'en fixer le montant et la date, sur la base d'un bilan [ou d'une situation] faisant apparaître des sommes distribuables au moins égales au montant des acomptes envisagés. Le bilan [ou la situation] au... [date] joint(e) au présent rapport, a été établi[e] sous la responsabilité de la société de gestion. Il nous appartient de certifier si le montant des sommes distribuables au titre du revenu net et/ou au titre des plus-values nettes réalisées est au moins égal au montant des acomptes envisagés.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Nos travaux ont consisté à apprécier le niveau des sommes distribuables au regard du montant des acomptes dont la distribution est envisagée.

[Conclusion favorable]

Nous certifions que les sommes distribuables au titre du revenu net et/ou au titre des plus-values nettes réalisées ressortant du bilan [ou de la situation] au .... [date] sont au moins égales au montant des acomptes dont la distribution est envisagée.

(Le cas échéant) Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous souhaitons vous informer que ... [décrire].<sup>5</sup>

---

<sup>4</sup> Pour les placements collectifs de forme sociétale : au Président, aux membres du directoire ; pour les placements collectifs de forme non sociétale : à la société de gestion.

<sup>5</sup> Pour les placements collectifs de forme sociétale : « en application des dispositions de l'article L. 232-12 du code de commerce » ; pour les placements collectifs de forme non sociétale : « en application des dispositions des articles du règlement général de l'Autorité des marchés financiers ».

*[Conclusion défavorable pour désaccord]*

Les travaux que nous avons effectués nous conduisent à vous faire part des constatations suivantes :

*[Exposer les constatations]*

En raison de ces constatations, nous sommes d’avis que les sommes distribuables au ... [date] au titre du revenu net et/ou au titre des plus-values nettes réalisées ne sont pas au moins égales au montant des acomptes dont la distribution est envisagée.

*[Conclusion défavorable pour impossibilité de conclure en raison d’incertitudes]*

Les travaux que nous avons effectués nous conduisent à vous faire part des incertitudes suivantes :

*[Exposer les incertitudes]*

En raison de ces incertitudes, nous ne sommes pas en mesure de certifier si les sommes distribuables au ... [date] au titre du revenu net et/ou au titre des plus-values nettes réalisées sont au moins égales au montant des acomptes dont la distribution est envisagée.

*[Conclusion défavorable pour impossibilité de conclure en raison de limitations]*

Les travaux que nous avons effectués nous conduisent à vous faire part des limitations suivantes :

*[Indiquer et décrire les limitations]*

En raison de ces limitations, nous ne sommes pas en mesure de certifier si les sommes distribuables au ... [date] au titre du revenu net et/ou au titre des plus-values nettes réalisées sont au moins égales au montant des acomptes dont la distribution est envisagée.

*[Lieu, date]*

*[Signature]*

Le commissaire aux comptes

## 5.2 Tableau récapitulatif des textes applicables aux placements collectifs en matière de distribution d'acomptes

Typologie de placements collectifs <sup>1</sup>	Articles du code de commerce	Articles du RGAMF
<b>Placements collectifs de forme sociétale</b>		
<b>OPCVM</b>		
SICAV	L. 232-12	411-40
<b>FIA</b>		
<i>Ouverts à des investisseurs non professionnels</i>		
<b>Fonds d'investissement à vocation générale</b>	L. 232-12	422-39
<b>Fonds de capital investissement</b>		422-120-1 par renvoi à la section 1 du chapitre II du titre II du Livre IV
<b>Fonds de fonds alternatifs</b>	L. 232-12	422-250 par renvoi à la section 1 du chapitre II du titre II du Livre IV
<i>Ouverts à des investisseurs professionnels</i>		
<b>Fonds professionnels à vocation générale</b>	L. 232-12	423-1 par renvoi à la section 1 du chapitre II du titre II du Livre IV
<b>Fonds professionnels spécialisés</b>	L. 232-12	423-23 par renvoi au 422-39
<b>Fonds professionnels de capital investissement</b>	L. 232-12	423-48 par renvoi au 422-39
<b>Fonds d'épargne salariale</b>	L. 232-12	424-1 par renvoi à la section 1 du chapitre II du titre II du Livre IV
<b>Organismes de financement spécialisé</b>	L. 232-12	425-23 par renvoi au 423-23
<i>Autres placements collectifs</i>		
<b>SICAV<sup>2</sup></b>	L. 232-12	431-1

Typologie de placements collectifs <sup>1</sup>	Articles du code de commerce	Articles du RGAMF
<b>Placements collectifs de forme non sociétale</b>		
<b>OPCVM</b>		
SICAV		
FCP		411-40
<b>FIA</b>		
<i>Ouverts à des investisseurs non professionnels</i>		
<b>Fonds d'investissement à vocation générale</b>		422-39
<b>Fonds de capital investissement</b>		422-120-1 par renvoi à la section 1 du chapitre II du titre II du Livre IV
<b>Fonds de fonds alternatifs</b>		422-250 par renvoi à la section 1 du chapitre II du titre II du Livre IV
<i>Ouverts à des investisseurs professionnels</i>		
<b>Fonds professionnels à vocation générale</b>		423-1 par renvoi à la section 1 du chapitre II du titre II du Livre IV
<b>Fonds professionnels spécialisés</b>		423-23 par renvoi au 422-39
<b>Fonds professionnels de capital investissement</b>		423-48 par renvoi au 422-39
<b>Fonds d'épargne salariale</b>		424-1 par renvoi à la section 1 du chapitre II du titre II du Livre IV
<b>Organismes de financement spécialisé</b>		425-23 par renvoi au 423-23
<i>Autre FIA</i>		
<b>Fonds</b>		431-1

<sup>1</sup> selon la terminologie et la séquence du RGAMF

<sup>2</sup> mentionnées au 1° du I de l'article L. 214-191 du CMF

## 5.3 Articles

### 5.3.1 Article du code de commerce

- Article L. 232-12 :

*« Après approbation des comptes annuels et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'assemblée générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividendes.*

*Toutefois, lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice défini au présent alinéa. Ils sont répartis aux conditions et suivant les modalités fixées par décret en Conseil d'Etat.*

*Tout dividende distribué en violation des règles ci-dessus énoncées est un dividende fictif. »*

### 5.3.2 Articles du CMF

Les articles du code monétaire et financier relatifs aux sommes distribuables sont :

- Article L. 214-17-2 pour les OPCVM :

*« I. - Les sommes distribuables par un OPCVM sont constituées par :*

*1° Le revenu net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus ;*

*2° Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.*

*Les sommes mentionnées aux 1° et 2° peuvent être distribuées, en tout ou partie, indépendamment l'une de l'autre.*

*La mise en paiement des sommes distribuables est effectuée dans un délai maximal de cinq mois suivant la clôture de l'exercice.*

*II. - Lorsque l'OPCVM est agréé au titre du règlement (UE) n° 2017/1131 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 sur les fonds monétaires :*

*1° Par dérogation aux dispositions du I, les sommes distribuables peuvent aussi intégrer les plus-values latentes ;*

*2° Par dérogation aux dispositions de l'article L. 232-12 du code de commerce, la certification préalable des comptes par le commissaire aux comptes n'est pas imposée pour pouvoir distribuer des acomptes avant l'approbation des comptes annuels. »*

- Article L. 214-24-51 :

*« I.-Les sommes distribuables par un fonds d'investissement à vocation générale sont constituées par :*

*1° Le revenu net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus ;*

*2° Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.*

*Les sommes mentionnées aux 1° et 2° peuvent être distribuées, en tout ou partie, indépendamment l'une de l'autre.*

*La mise en paiement des sommes distribuables a lieu, s'agissant des fonds communs de placement, dans le délai de cinq mois suivant la clôture de l'exercice ou, s'agissant des SICAV, dans le délai prévu au 7° de l'article L. 214-24-31.*

*II.-Lorsque le fonds d'investissement à vocation générale est agréé au titre du règlement sur les fonds monétaires (UE) n° 2017/1131 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 :*

*1° Par dérogation aux dispositions du I, les sommes distribuables peuvent aussi intégrer les plus-values latentes ;*

*2° Par dérogation aux dispositions de l'article L. 232-12 du code de commerce, la certification préalable des comptes par le commissaire aux comptes n'est pas imposée pour pouvoir distribuer des acomptes avant l'approbation des comptes annuels. »*

Les articles du code monétaire et financier relatifs au résultat sont :

- Article L. 214-17-1 pour les OPCVM :

*« Le résultat d'un OPCVM comprend le revenu net, les plus et moins-values réalisées nettes de frais et les plus et moins-values latentes nettes. Le revenu net est égal au montant des intérêts, arrérages, primes et lots, dividendes, rémunération prévue à l'article L. 225-45 du code de commerce et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille, majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion et de la charge des emprunts. »*

- Article L. 214-24-50 :

*« Le résultat d'un fonds d'investissement à vocation générale comprend le revenu net, les plus et moins-values réalisées nettes de frais et les plus et moins-values latentes nettes. Le revenu net est égal au montant des intérêts, arrérages, primes et lots, dividendes, rémunération prévue à l'article L. 225-45 du code de commerce et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille, majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion et de la charge des emprunts. »*

### 5.3.3 Articles du RGAMF

- Article 411-40 :

*« Le conseil d'administration ou le directoire de la SICAV ou la société de gestion du FCP peut décider la mise en distribution d'un ou plusieurs acomptes sur la base de situations attestées par le commissaire aux comptes. Le commissaire aux comptes apprécie à la fois l'évaluation des apports en nature et leur rémunération. Il apprécie également l'évaluation des rachats en nature. Son rapport doit être déposé dans les quinze jours suivant l'apport ou le rachat. Lorsque le ou les apports ou rachats en nature concernent un ou des compartiments d'un OPCVM, le commissaire aux comptes établit un rapport pour chaque compartiment concerné. Lorsque l'OPCVM est régi par l'article 411-134, les apports ou rachats en nature sur le marché primaire ne sont pas soumis aux dispositions prévues aux deuxième et troisième alinéas du présent article. »*

- Article 422-39 :

*« Le conseil d'administration ou le directoire de la SICAV ou la société de gestion du FCP peut décider la mise en distribution d'un ou plusieurs acomptes sur la base de situations attestées par le commissaire aux comptes.*

*Le commissaire aux comptes apprécie à la fois l'évaluation des apports en nature et leur rémunération. Il apprécie également l'évaluation des rachats en nature. Son rapport doit être déposé dans les quinze jours suivant l'apport ou le rachat.*

*Lorsque le ou les apports ou rachats en nature concernent un ou des compartiments d'un fonds d'investissement à vocation générale, le commissaire aux comptes établit un rapport pour chaque compartiment concerné.*

*Lorsque le fonds d'investissement à vocation générale est régi par l'article 421-27-2, les apports ou rachats en nature sur le marché primaire ne sont pas soumis aux dispositions prévues aux deuxième et troisième alinéas du présent article. »*

- Article 423-23 :

*« I. - Les articles 422-26 à 422-30 et 422-33 à 422-41, 422-71, 422-78, 422-90, 422-91 et le II de l'article 422-94 sont applicables. Toutefois, le II de l'article 422-94 n'est pas applicable aux sociétés de libre partenariat. [...] »*

- Article 431-1 :

*« Les dispositions des sections 2 et 3 du chapitre Ier et des sections 1 et 5 du chapitre II du titre II ou, lorsque cet autre placement collectif est ouvert à des investisseurs professionnels, du paragraphe 1 de la section 1 et du paragraphe 1 de la section 2 du chapitre III du titre II sont applicables aux SICAV mentionnées au 1° du I de l'article L. 214-191 du code monétaire et financier. »*